

Questions orales

C'est une affaire très grave. Je demande instamment au gouvernement d'ouvrir une enquête et de prendre les mesures nécessaires pour que les deniers publics ne soient pas utilisés par ce briseur de grèves et de syndicat, afin de créer des emplois pour lui et sa famille uniquement.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME SPÉCIAL D'AIDE AUX CÉRÉALISERS CANADIENS

M. Bill Gottselig (Moose Jaw): Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur le fait que le très hon. premier ministre du Canada (M. Mulroney) a été le premier chef de gouvernement à assister à la conférence sur les perspectives agricoles qui s'est terminée hier à Ottawa. C'est là que les détails sur le programme spécial en faveur des céréaliculteurs canadiens a été annoncé. C'était une bonne nouvelle pour tous les producteurs agricoles qui recevront 1 milliard de dollars avant les semailles de 1987.

Ce programme est institué suite à une promesse du premier ministre, faite à la Chambre le 3 octobre. C'est un programme national qui apportera du comptant aux agriculteurs, de l'argent frais, sans contrepartie. Le mode d'application de ce programme marque un changement historique dans l'attitude du gouvernement. La situation est donc bien différente lorsqu'un premier ministre dit «Lorsque les agriculteurs souffrent, le Parlement du Canada doit réagir», au lieu de répondre, comme l'ancien premier ministre, «Pourquoi devrais-je vendre votre blé?» et de montrer l'index.

* * *

LES RÉFUGIÉS

LE SYSTÈME DE DÉTERMINATION DU STATUT DE RÉFUGIÉ—LE TEMPS MIS À PRÉSENTER UNE MESURE

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, la fin de l'année approche et le gouvernement n'a pas encore présenté de projet de loi concernant un nouveau système de détermination du statut de réfugié. Quatre ministres de l'Immigration ont promis une telle réforme aux Canadiens depuis deux ans. De plus, le gouvernement s'est engagé à passer à l'action dans le discours du trône et le ministre d'État actuel à l'Immigration (M. Weiner) a déclaré publiquement qu'un train de mesures serait soumis au Parlement au cours de cet automne. Le Parlement attend toujours, ainsi que des milliers de réfugiés et des centaines d'organisations qui travaillent pour eux. Le gouvernement conservateur a non seulement

manqué à sa promesse mais il refuse aussi de rencontrer les principaux chefs religieux et les principales organisations de réfugiés avant de présenter sa politique.

• (1420)

Le gouvernement se montre indifférent aux besoins des réfugiés. Il ne consulte pas les Canadiens intéressés. Il refuse de tenir compte du nouveau phénomène de l'afflux des réfugiés dans la société canadienne, qui justifie une réforme urgente et majeure. C'est une honte que le gouvernement ne fasse preuve ni d'initiative ni de compassion. A bien y penser, il termine l'année comme il l'a commencée.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE PACTE DE L'AUTOMOBILE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre à la suite de la visite que le sénateur Lloyd Bentsen et ses collègues du Sénat américain nous ont rendue hier.

Au cours de sa conférence de presse et des entretiens que nous avons eus avec lui, le sénateur a dit que les États-Unis s'attendaient à ce que le pacte de l'automobile soit mis sur le tapis au cours des négociations avec le Canada. Comme le premier ministre a eu l'occasion de rencontrer les sénateurs avant nous, n'a-t-il pas pu leur faire clairement comprendre que le pacte de l'automobile ne serait pas renégocié dans le cadre des pourparlers sur le libre-échange?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous en avons parlé brièvement. J'ai dit, de même que la ministre du Commerce extérieur, je crois, que le pacte de l'automobile donnait d'excellents résultats depuis déjà un certain temps et que nous ne voyions aucune raison de le renégocier.

On a fait allusion au fait que puisque le commerce de l'automobile représente généralement un tiers des échanges totaux, s'il y a moyen de l'améliorer, il faut examiner la chose. Mais j'ignorais que les États-Unis s'étaient dits déterminés à réviser ce pacte qui a eu des résultats bénéfiques.

[Français]

M. Turner (Vancouver Quadra): En effet, c'était la déclaration du sénateur Bentsen, lors de sa conférence de presse au moment de sa rencontre avec les députés libéraux.